

À bas le projet de loi contre les travailleurs et étudiants étrangers! Des papiers pour tous !

Camps démantelés, tentes lacérées, murs et barbelés, expulsions (parfois illégales comme celles de mineurs), tel est le quotidien des migrants du fait de la police française et de Macron. Il faut y ajouter des conditions inhumaines de survie, la dépendance à l'égard des passeurs, des marchands d'esclaves, des proxénètes, des morts par milliers à cause de la fermeture des frontières de tous les États impérialistes, dont la France.

Les migrants objets de trafic illicite sont souvent victimes de graves violations des droits de l'homme... les migrants peuvent se retrouver entassés dans des espaces minuscules, dans des camions ou des embarcations précaires... En chemin, ils peuvent être violés, battus ou abandonnés à leur sort dans le désert. Une fois arrivés à destination, beaucoup sont victimes de chantage ou forcés à travailler pour rembourser leurs dettes. Ils peuvent alors verser aux criminels des sommes exorbitantes, presque invraisemblables, par peur d'être maltraités ou livrés aux autorités. (Office national des Nations-Unies contre le crime et la drogue)

Ainsi, plus de 3 100 migrants ont disparu en Méditerranée en 2017, en fait assassinés par les démocrates et antiracistes Macron, Merkel et compagnie qui ouvrent les frontières aux marchandises et aux capitaux, mais pas aux êtres humains, qui vendent des armes au monde entier, qui participent directement à des guerres qui détruisent des pays entiers.

Un véritable mur et un déploiement policier permanent empêche à Calais les migrants de rejoindre la Grande-Bretagne. Si on ajoute les poursuites contre ceux qui leur viennent bénévolement en aide, le plus emblématique étant Cédric Herrou, l'État a de plus en plus de mal à faire croire que la France est une terre d'asile. Pourtant, le nombre de réfugiés par habitant est dix fois plus important en Allemagne qu'en France, il est sept fois plus important dans l'Autriche co-gouvernée par le FPÖ (l'équivalent du FN) qu'en France.

De même qu'il attaque les travailleurs des entreprises privées, de la SNCF et de la fonction publique, les étudiants... le gouvernement renforce la chasse aux travailleurs étrangers. L'esprit d'ouverture, c'est pour les émirs, les capitalistes, les chefs d'État dont les mains dégoulinent de sang. Le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb a présenté le 21 février un projet de loi « pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif ».

Le projet de loi du gouvernement Macron-Philippe-Collomb qui vise à encore restreindre l'accès à la France, après un dizaine de lois de ce type (les dernières en 2016 et 2015), semble inspiré par les Le Pen.

Il prévoit la réduction du délai pour déposer une demande d'asile à l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) de 120 à 90 jours ; la réduction du délai pour introduire un recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) qui passe de 30 à 15 jours ; le prolongement de la retenue administrative (par la police) de 16 à 24 heures, donc une réelle garde-à-vue bis pour les étrangers ; une diminution de la protection pour les malades étrangers et un allongement de la durée de 45 à 135 jours.

Au durcissement des conditions d'accueil, s'ajoutent de nouvelles persécutions comme la mise en oeuvre immédiate des expulsions, sans délai ni recours et le délit de franchissement de frontière extérieure à l'espace Schengen, puni d'un an de prison et 3 750 euros d'amende.

Enfin, l'article 16 prévoit cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende si un travailleur étranger a utilisé de faux papiers et il ne reconnaît plus les bulletins de paie comme preuves en vue de régularisation.

Le résultat du projet de loi ne serait pas la suppression de l'immigration, qui est impossible à moins d'instaurer un État fasciste, totalitaire, mais la surexploitation d'une fraction de la classe ouvrière, l'affaiblissement de toute la classe ouvrière.

Le 21 février, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de France contre le projet de loi. Après Reims, Clermont-Ferrand... l'Université de Paris 8 (Saint-Denis) et le campus de Jussieu (Paris) ont été occupées par des migrants, soutenus par des étudiants.

Il faut un combat d'ensemble, fédérant tous les travailleurs, avec et sans papiers, pour régulariser ceux et celles qui travaillent ici.

Celles et ceux qui fuient la mort, qui veulent étudier ou travailler ont toute leur place ici ; ceux qui veulent rejoindre un autre pays doivent pouvoir le faire librement. La responsabilité de tous les partis et syndicats ouvriers est de s'unir et d'engager le combat national pour le retrait du projet de loi et l'abrogation des circulaires anti-migrants. Un tel combat unifiera les rangs des exploités contre les projets du gouvernement Macron-Philippe-Collomb au service des capitalistes.

Des papiers pour tous ! Régularisation de tous les sans-papiers ! Retrait du projet de loi Macron-Collomb sur l'immigration ! Abrogation des circulaires Collomb !

Ouverture des frontières ! Liberté pour les travailleuses et les travailleurs, les étudiantes et les étudiants de circuler et de s'installer en France ! Égalité des droits sans restriction, y compris le droit de vote !

14 mars 2018

